Shanghaï, THE, QS, les classements internationaux (enfin) menacés?

Élitisme, manque de transparence, recherche conçue d'une manière étroite et idéologique, les critiques sont de plus en plus nombreuses à l'égard des classements internationaux, venant croiser une autre approche de la bibliométrie orientée vers des données plus complètes et vers la science ouverte.

Par JEAN-MICHEL MINOVEZ.

coresponsable du secteur Recherche

e 15 août dernier, le millésime 2024 du classement de Shanghaï a été publié. Rien de bien nouveau comparativement aux années précédentes : les universités américaines dominent d'une manière écrasante, avec le trio de tête Harvard, Stanford, MIT. Parmi la dizaine les mieux classées, elles n'y sont contestées que par deux britanniques : Cambridge (4e) et Oxford (6e). Alors pourquoi revenir une fois de plus sur ce qui peut s'apparenter à un marronnier éditorial où s'opposent défenseurs d'un modèle, d'un côté, et opposants résolus, de l'autre ? La raison réside dans le mouvement qui se fait jour depuis quelques années, caractérisé par un élargissement de la critique des classements internationaux. Elle croise une autre approche de la bibliométrie permettant de repenser l'évaluation de la recherche en l'inscrivant au sein d'une politique de science ouverte.

L'évaluation de la recherche exclut en quasitotalité les sciences humaines et sociales, davantage encore les disciplines des arts, lettres et langues.

ENTREPRISES À BUT LUCRATIF

Trois classements internationaux captent l'attention à la fois des médias, des États et des structures d'enseignement et de recherche. Il s'agit du Times Higher Education World University Rankings (THE), du QS World University Rankings et, surtout, de l'Academic Ranking of World Universities (ARWU), dit « classement de Shanghaï ». Tous trois sont des entreprises à but lucratif. Ils vendent fort cher leurs prestations, tout comme Web of Science (WoS) ou encore Scopus qu'ils utilisent. Surtout, la diffusion de leurs informations est fortement restreinte et les restrictions à leur réutilisation sévères. Ce manque de transparence rend difficile la contestation des résultats et la correction des erreurs.

Si les classements commerciaux aboutissent à des conclusions différentes en termes de hiérarchisation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, du fait de choix méthodologiques et de critères différents, ils conduisent tous à valoriser une recherche conçue d'une manière étroite et idéologique où les établissements anglo-saxons émergent. Le classement de Shanghaï en représente l'expression la

plus affirmée. La valorisation des résultats de la recherche y est fondée sur une approche élitiste dans laquelle les prix prestigieux obtenus par les chercheurs et les anciens élèves - prix Nobel, médailles Fields ou prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel - occupent une place discutable, en tout cas démesurée. Le système de citations qui concerne les chercheurs est conçu de manière tout autant élitiste et quasi exclusive puisque centrée essentiellement sur les sciences dites « dures » et les recherches médicales. Ce malthusianisme est renforcé par la prise en compte des seuls articles indexés dans le Science Citation Index et le Social Sciences Citation Index, où deux revues sont considérées comme une sorte de Graal : Nature et Science. De ce fait, l'évaluation de la recherche exclut en quasi-totalité les sciences humaines et sociales, davantage encore les disciplines des arts, lettres et langues.

INFLUENCE DÉMESURÉE

Malgré cela, les palmarès produits par ces trois classements commerciaux acquièrent une influence démesurée au point d'avoir un impact sur les politiques publiques. L'État français sous la présidence de Nicolas Sarkozy - Valérie Pécresse étant ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - avait inauguré la première séquence de regroupements universitaires sous cette pression. Il y a peu, Emmanuel Macron célébrait « la reconnaissance des acteurs académiques français à l'international » en twittant « Paris-Saclay est magique! », alors que Sylvie Retailleau se félicitait de la réussite des « nouveaux modèles d'universités françaises » en relevant que douze des établissements français sur seize étaient issus de politique de regroupement. Tous deux confondent accroissement de la visibilité internationale par addition de résultats de la recherche et efficacité de celle-ci. Les universités ne s'y trompent pas. Certaines persistent à refuser d'entrer dans le modèle malgré tous les encouragements ou les injonctions à agir. D'autres, d'abord séduites par le modèle, le remettent en cause en cherchant des modèles alternatifs.

Alors que les critiques se multiplient contre les classements commerciaux, au fonctionnement



souvent opaque et à la disproportion accordée à certains critères estimés peu représentatifs de la diversité des activités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, certains, en France et à l'étranger, se détachent complètement ou en partie du modèle. C'est ainsi que les universités d'Utrecht ou de Zurich se sont retirées des classements commerciaux. En décembre 2023, Sorbonne Université s'est désabonnée du WoS, et le CNRS de Scopus. Le 16 juillet 2024, c'est au tour de l'université de Lorraine de choisir de quitter les classements commerciaux QS et THE et de ne plus commenter ceux fondés sur le WoS, tel celui de Shanghaï.

SCIENCE OUVERTE

Ces universités s'orientent en direction des données plus complètes et de la science ouverte en se reconnaissant dans la « déclaration de Barcelone » que certaines signent ou s'apprêtent à signer, comme plus de trente d'entre elles. Elles délaissent WoS en optant pour OpenAlex, une alternative libre, ouverte et gratuite. Il en résulte, notamment, une bien plus grande visibilité des publications en sciences humaines et sociales et des travaux non anglophones. La diversité des productions scientifiques peut ainsi être mieux reconnue. Le processus commence aussi à concerner les classements mondiaux qui puisaient, jusqu'alors, leurs indicateurs bibliométriques dans WoS. Ainsi, depuis 2024, est créé le CWTS Leiden Ranking Open Edition. Abandonnant les données de bases commerciales, il repose sur l'OpenAlex et sur les données concernant les institutions provenant du Research Organization Registry (ROR), aussi ouvertes et libres.

Les critiques portant sur des outils comme WoS, accompagnant l'émergence de nouveaux classements et de nouvelles bases de données bibliométriques, remettent en cause l'influence unilatérale des classements commerciaux du type Shanghaï, THE ou QS. De ce point de vue, on peut affirmer qu'une nouvelle période s'est ouverte. Toutefois, si l'université Paris-Saclay, l'ANR ou Udice (association d'universités de recherche françaises) ont signé la « déclaration de Barcelone », c'est parce qu'elles réagissent contre le caractère opaque des organisations commerciales dont l'influence s'avère considérable sur la trajectoire des universités et des ONR. Établir une base de preuves transparentes et de données plus complètes ne remet donc pas en cause la logique des palmarès. Élitisme, concurrence provoquée entre établissements ou entre chercheurs se maintiennent; ils illustrent les effets pervers intrinsèquement liés à la logique des classements qui perdure.

L'université de Lorraine a fait le choix de quitter les classements commerciaux et de ne plus commenter celui de Shanghaï.

> Les palmarès produits par ces trois classements commerciaux acquièrent une influence démesurée au point d'avoir un impact sur les politiques publiques.